

Cfdt:

DOUANE

ATELIER
ADHÉRENT

SERVICES VITICULTURE

A venir :

Mission Sureté
Agents exerçant à l'EPA-Masse
Enqueteurs
Outre-Mer
Pôle contrôle
Unités aéroportuaires en 12 H
PGP
Services CI
Chefs d'équipe en SU
Chefs de service et adjoints
Informaticiens
Maitre de Chien
Motard

 @fedefinancescfdt

 @cfdtfinances

FINANCES.CFDT.FR

ATELIER ADHÉRENT CFDT SERVICES VITICULTURE

Cet atelier s'inscrit dans un cadre général de plusieurs consultations et ateliers participatifs à destination des adhérents CFDT.

Ce sont des réunions animées par le bureau national avec des adhérents de mêmes fonctions et/ou de mêmes missions.

Le but de ces ateliers est de trois ordres :

- **Renouer un contact direct avec les adhérents** dans une période sanitaire complexe qui a empêché des liens "normaux" entre les adhérents et élus (moins de tournées, de réunions de section, d'assemblées générales...)
- **Donner la parole aux adhérents et faire vivre la démocratie** au sein de notre organisation, valeur essentielle de la CFDT
- **Établir un nouveau revendicatif métier.** Nous devons nous adapter et nous moderniser continuellement afin de coller aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

CONSTATS

- Un constat partagé par tous les participants est que la **charge de travail** est importante et pèse sur les services
- Le **manque d'effectif** est général. Avec les fermetures de services, les champs de compétences sont énormes et les distances importantes.
- La **dématérialisation n'a pas allégé la charge de travail** comme l'administration le prétend.
- Les **parcelles flottantes** (SCPV) sont une réelle contrainte pour les services et certains sont totalement débordés par cela. Les DI font plus ou moins pression sur ce domaine via des objectifs très différents d'une région à l'autre.
- Le SCVI a des **lacunes importantes et des dysfonctionnements** qui entraînent des surcharges de travail et de grosses difficultés de mise à jour.
- Un problème général de **liaisons avec les services du cadastre** est évoqué. Là aussi, les problèmes entraînés parasitent le travail des agents.
- Les **relations avec France Agri Mer** ne sont pas normalisées et connaissent des situations très variables.
- L'**assistance aux utilisateurs** (vignerons) prend une place importante dans la charge de travail et il existe de grosses difficultés pour certains vignerons à appréhender les outils informatiques qui sont chronophages.
- Aucune **reconnaissance du rôle de réel service public** de la Douane.
- La **gestion** se fait systématiquement au détriment des contrôles.
- La **situation du matériel** s'est améliorée, mais là encore, de grosses disparités existent selon les DI.
- Les **formations pour les nouveaux arrivants** ne sont pas assez efficaces pour ce domaine particulier qu'est la VITI. Les formations de terrains sont quasi inexistantes et font cruellement défaut.
- Un **désengagement** des divisions et des PAE est souligné par certains participants.
- Les **contrôles demandés par le SARC** (distillations de crise) sont extrêmement chronophages pour des services en sous effectif et pour un résultat faible.
- Il y a un **manque total de lisibilité de la politique globale** (sur un plan national) des contrôles demandés par l'administration.

REVENDEICATIONS

- La **mise à niveau des effectifs est unanimement demandée** afin de pouvoir correctement assumer les missions actuellement confiées. Pour pouvoir réellement pratiquer une politique de contrôle cohérente et uniforme sur le territoire comme l'annonce la DG pour les années à venir, il faut massivement affecter des agents dans les services.
- La **mise en place d'une réelle coordination** de ce qui est demandé aux services, tant en matière de contrôle que de gestion des professionnels et des redevables est attendue. Il faut mettre fin aux disparités régionales qui rendent notre action trop illisible.
- La **simplification et la rationalisation des systèmes informatiques** existants ainsi que création d'un système de liaison et d'échange d'information avec les autres administrations (avec le cadastre surtout) sont nécessaires. Le but étant d'éviter les multiples saisies de données identiques et un accès à des informations primordiales pour les services.
- Une **refonte totale de la politique de formation** en matière VITI est à effectuer : des stages adaptés, des formations de terrain, des stages courts mais réguliers, des formations accessibles géographiquement.
- La **fourniture des équipements adaptés**, tant pour les véhicules (les Dacia Sandero Steepway semblent vraiment les plus adaptées) que pour le matériel nécessaire aux contrôles (bottes, vêtements, outils techniques) doit être réalisée. Le parc informatique doit lui aussi être adapté aux missions de terrain.
- Un **meilleur ciblage des contrôles imposés** qui sont chronophages et parfois peu efficaces est à privilégier.
- La **prise en compte financière des dépenses induites** par les contrôles doit être améliorée. Il en va de même quant aux conditions de récupération des horaires pour les contrôles en soirée et en week-end.
- Si de nouvelles missions sont envisagées (normes, ...), un **plan de formation ambitieux** doit être mis en place en amont, de nouveaux agents doivent être affectés au préalable dans les services car à défaut cela resterait totalement illusoire au regard de la charge de travail réelle actuelle des bureaux.